



Assemblée générale

Distr. générale
11 avril 2018
Français
Original : anglais

Soixante-douzième session

Point 14 de l'ordre du jour

**Application et suivi intégrés et coordonnés des textes
issus des grandes conférences et réunions au sommet
organisées par les Nations Unies dans les domaines
économique et social et dans les domaines connexes**

Mise en œuvre des activités relevant de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025)

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport fait suite à la résolution [70/259](#), dans laquelle l'Assemblée générale a proclamé la décennie 2016-2025 Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition, demandé à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) de diriger la mise en œuvre des activités relevant de la Décennie et invité le Secrétaire général à la tenir informée de la mise en œuvre de ces activités, en s'appuyant pour cela sur les rapports biennaux établis conjointement par la FAO et l'OMS.

On trouvera dans le présent rapport un aperçu des progrès accomplis dans la mise en œuvre des activités relevant de la Décennie, les principales réalisations à l'échelle internationale et régionale et au niveau des pays y étant notamment décrites. Le programme de travail de la Décennie a été établi dans un cadre ouvert et collaboratif et des efforts ont été faits pour le mettre en œuvre. Si les cibles mondiales en matière de nutrition n'ont pas encore été entièrement atteintes, les pays ont néanmoins progressé dans le respect de leurs engagements. Presque tous ont mis en place des politiques nutritionnelles, qui visent pour la plupart à mettre fin à toutes les formes de malnutrition. Cependant, la nutrition n'est pas toujours un objectif expressément formulé dans les politiques sectorielles ou les plans de développement nationaux. Pour favoriser l'adoption d'objectifs et de cibles cohérents en matière nutritionnelle, des mécanismes de coordination intersectorielle ont été mis sur pied, qui font souvent intervenir de multiples acteurs. De façon générale, il serait souhaitable de changer d'échelle, d'augmenter les investissements en faveur de la nutrition, de renforcer la cohérence des politiques et de multiplier les engagements nationaux. La Décennie offre une occasion unique de favoriser les avancées sur tous ces fronts.



Afin d'évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre des activités relevant de la Décennie, il conviendra d'organiser, à mi-parcours et à la fin de la Décennie et en consultation avec les États Membres, des dialogues ouverts associant toutes les parties prenantes.

[Original : anglais, arabe, chinois, français, espagnol et russe]

I. Contexte

1. Le 1^{er} avril 2016, l'Assemblée générale a adopté la résolution 70/259¹, par laquelle elle proclamait 2016-2025 Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (Décennie de la nutrition), demandait à la FAO et à l'OMS de diriger la mise en œuvre des activités menées dans ce cadre et invitait le Secrétaire général à la tenir informée de cette mise en œuvre, en s'appuyant pour cela sur les rapports biennaux établis conjointement par la FAO et l'OMS.

2. La proclamation de la Décennie de la nutrition était une recommandation de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), organisée conjointement en novembre 2014 par la FAO et l'OMS et au cours de laquelle ont été adoptés la Déclaration de Rome sur la nutrition (Déclaration de Rome)², qui comprenait dix engagements d'action généraux, et le Cadre d'action y afférent³. Ces deux textes ont été approuvés par l'Assemblée générale lorsque celle-ci a proclamé la Décennie de la nutrition dans sa résolution 70/259.

3. En 2015, la Conférence de la FAO et l'Assemblée mondiale de la Santé ont également approuvé les documents finaux de la CIN2 et ont exhorté les Membres à tenir les engagements inscrits dans la Déclaration de Rome et à mettre en application les 60 recommandations figurant dans le Cadre d'action.

4. Avec l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030), les dirigeants politiques du monde entier se sont engagés à présenter une vision d'un monde plus juste, plus inclusif, plus prospère, plus paisible et plus durable, dans lequel personne ne serait laissé pour compte. L'Assemblée générale a pris acte des engagements pris à la CIN2 en intégrant dans le Programme 2030 un objectif de développement durable (ODD) qui vise à « éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable » (ODD 2) et en incorporant des aspects liés à la nutrition dans les autres ODD.

5. Le monde est mal engagé pour atteindre les cibles mondiales en matière de nutrition, mais des initiatives priorisées et conçues pour accélérer l'action menée dans le cadre la Décennie de la nutrition peuvent l'amener à tenir les engagements de la CIN2 et à atteindre les six cibles mondiales de nutrition 2025 approuvées par l'Assemblée mondiale de la Santé⁴, les cibles mondiales en matière de maladies non transmissibles liées au régime alimentaire⁵ et les nombreuses autres cibles nationales concernant la nutrition inscrites dans le Programme 2030.

6. En 2016, on compte 815 millions de personnes sous-alimentées à l'échelle mondiale, un chiffre en hausse par rapport aux 777 millions de 2015, mais inférieur aux 900 millions qui avaient été estimés en 2000. Le retard de croissance, l'émaciation et l'excès pondéral chez les enfants de moins de 5 ans sont respectivement estimés à 22,9 pour cent (155 millions), 7,7 pour cent (52 millions) et 6,0 pour cent (41 millions). Le taux d'allaitement au sein exclusif s'élève à 43 pour cent et le taux d'anémie chez les femmes, à 33 pour cent. Le retard de croissance a été réduit dans 49 pays depuis 2012 et 36 pays indiquent dans leurs rapports que l'allaitement au sein exclusif a progressé. En revanche, l'excès pondéral

¹ <http://www.undocs.org/A/RES/70/259.A/RES/70/259>.

² www.fao.org/3/a-ml542f.pdf.

³ www.fao.org/3/a-mm215f.pdf.

⁴ www.who.int/nutrition/global-target-2025/fr/.

⁵ www.who.int/nmh/ncd-tools/definition-targets/en/.

progresses dans tous les groupes de population et l'anémie ne baisse pas. Toujours en 2016, 124 millions d'enfants et d'adolescents âgés de 5 à 19 ans sont obèses, et l'obésité touche 11 pour cent des hommes adultes et 15 pour cent des femmes adultes.

7. D'après les estimations de l'OMS⁶, une personne sur 10 est atteinte d'une maladie d'origine alimentaire chaque année, entraînant annuellement une perte de 33 millions d'années de vie en bonne santé et 420 000 décès. Les enfants de moins de 5 ans sont touchés de façon disproportionnée puisqu'ils représentent 40 pour cent de la charge des maladies d'origine alimentaire et près d'un tiers de l'ensemble des décès. La charge la plus lourde par rapport à la population a été observée en Afrique et en Asie du Sud-Est.

8. Le présent rapport fait suite à la résolution 70/259 de l'Assemblée générale. Puisant dans les contributions des Membres et de différentes parties prenantes, il présente les progrès accomplis dans la mise en œuvre des activités relevant de la Décennie de la nutrition, en se faisant l'écho des principales évolutions à l'échelle internationale et régionale et au niveau des pays.

II. Élaboration d'un programme de travail pour la Décennie de la nutrition

9. Dans la résolution 70/259 proclamant la Décennie de la nutrition, l'Assemblée générale demandait à la FAO et à l'OMS : i) de diriger la mise en œuvre des activités relevant de la Décennie de la nutrition, en collaboration avec le Programme alimentaire mondial (PAM), le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ; ii) d'élaborer un programme de travail pour la Décennie de la nutrition, en s'appuyant sur des mécanismes de coordination tels que le Comité permanent de la nutrition des Nations Unies (CPN) et le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), et avec le concours d'autres organisations et plateformes internationales et régionales, et iii) d'établir des rapports biennaux à l'intention du Secrétaire général afin d'informer l'Assemblée générale de l'état d'avancement des travaux menés dans le cadre de la Décennie de la nutrition.

10. L'objectif de la Décennie de la nutrition est de fournir un cadre cohérent, clairement défini et limité dans le temps, qui permette, au sein des structures existantes et dans la limite des ressources disponibles, de tenir les engagements pris à la CIN2 et d'atteindre les ODD relatifs à la nutrition. La valeur ajoutée par la Décennie de la nutrition tient à ce qu'elle concentre sur une période déterminée les efforts déployés pour définir les effets et les résultats à obtenir, les suivre et les concrétiser, et qu'elle offre un mécanisme mondial accessible et transparent permettant de suivre les progrès accomplis et de s'assurer que les parties prenantes se rendent des comptes mutuellement au sujet des engagements pris.

11. La Décennie de la nutrition vise à renforcer les actions en cours, favoriser l'harmonisation entre les acteurs et les interventions, accélérer la concrétisation des engagements déjà pris et encourager à en prendre d'autres, dans le droit fil des ambitions de transformation portées par la CIN2, les ODD et les cibles de l'Assemblée mondiale de la Santé. Elle crée un environnement propice pour que les politiques et les programmes respectent, protègent et remplissent les obligations au titre des droits de l'homme et les exigences en matière d'égalité entre hommes et femmes. Les ODD ne pourront être atteints que si les responsables politiques

⁶ www.who.int/foodsafety/areas_work/foodborne-diseases/ferg/fr/.

acceptent de prioriser l'amélioration de la nutrition, celle-ci étant à la fois un intrant et un extrant du développement durable.

12. Le programme de travail pour la Décennie de la nutrition a été élaboré conformément aux orientations données par l'Assemblée générale dans sa résolution 70/259, selon un processus de collaboration sans exclusive comprenant des échanges de vues en face à face avec les Membres et deux consultations en ligne ouvertes. Le Mécanisme international de la société civile (MSC) sur la sécurité alimentaire et la nutrition et le Mécanisme du secteur privé (MSP), liés au CSA, ont participé activement aux consultations en ligne qui ont été organisées en vue de donner forme au programme de travail pour la Décennie de la nutrition, puisque des participants issus de 48 pays ont apporté 189 contributions individuelles.

13. Le texte complet du programme de travail pour la Décennie de la nutrition est accessible par l'intermédiaire d'un lien vers ce rapport⁷. Il porte sur six domaines d'action transversaux liés entre eux qui découlent des recommandations du Cadre d'action, à savoir :

- a) systèmes alimentaires durables et résilients en faveur de régimes alimentaires sains ;
- b) systèmes de santé harmonisés assurant la couverture universelle des mesures nutritionnelles essentielles ;
- c) protection sociale et éducation nutritionnelle ;
- d) commerce et investissements pour une meilleure nutrition ;
- e) environnement sûr et favorable à la nutrition pour tous les âges ;
- f) gouvernance et reddition de comptes renforcées dans le domaine de la nutrition.

14. La mise en œuvre de la Décennie de la nutrition comporte plusieurs volets :

- a) communication à la FAO et à l'OMS, par les Membres et les organismes des Nations Unies, des engagements SMART (spécifiques, mesurables, accessibles, réalistes, limités dans le temps) pris à la CIN2, dans le contexte des politiques nationales de nutrition et liées à la nutrition, et dans un dialogue avec des parties prenantes extrêmement diverses, et suivi au moyen d'une base de données en accès libre ;
- b) recours à des réseaux d'action, à savoir des coalitions de pays informelles ayant pour objectif de militer pour l'élaboration de politiques et de lois, de susciter des échanges au sujet des pratiques, de mettre en lumière les exemples de réussite et de permettre aux États de se soutenir mutuellement afin d'accélérer la mise en œuvre ;
- c) organisation de forums permettant de planifier, de partager des connaissances, de prendre acte des résultats positifs, d'exprimer les difficultés et de promouvoir la collaboration ;
- d) mobilisation de ressources financières à l'appui de la mise en œuvre des politiques et programmes nationaux.

15. Le processus de communication des engagements se poursuivra de façon continue pendant toute la Décennie de la nutrition. Le suivi de l'avancement des politiques et des engagements propres aux pays sera fondé sur l'autoévaluation des pays, facilitée par des enquêtes dirigées par le système des Nations Unies dans le

⁷ www.who.int/nutrition/decade-of-action/workprogramme-2016to2025/fr/ ; www.fao.org/3/a-bs726e.pdf.

domaine des politiques, et sur des études de validation spécialement menées par le système des Nations Unies et les universités.

16. L'obligation de rendre compte et l'apprentissage collectif sont au cœur de la Décennie de la nutrition. Un dialogue sur l'obligation redditionnelle – s'inscrivant dans le droit fil des principaux documents de réflexion sur l'efficacité de l'aide (Programme d'action d'Accra, Déclaration de Paris), et du nouveau cadre d'action proposé par l'OCDE et visant à améliorer la cohérence des politiques au service du développement durable – est en train de s'établir avec toutes les initiatives et plateformes concernées dont l'objectif est d'obtenir des engagements en matière de nutrition et dans des domaines connexes.

17. Les progrès en direction des cibles mondiales relatives à la nutrition et aux maladies non transmissibles liées au régime alimentaire doivent être mesurés aux niveaux national et mondial, tout au long de la Décennie de la nutrition. Des évaluations ciblées de politiques et de programmes devraient être réalisées, avec l'appui du système des Nations Unies, afin de repérer les bonnes pratiques.

18. Les activités de plaidoyer et de communication fondées sur des données probantes sont un élément essentiel de la Décennie de la nutrition. Une identité visuelle, disponible dans toutes les langues de l'ONU, a été conçue pour être utilisée durant toute la Décennie de la nutrition. Les États et autres parties prenantes sont encouragés à utiliser cette identité visuelle en soumettant une demande d'autorisation au Secrétariat mixte FAO/OMS.

19. Des informations sur la Décennie de la nutrition et le programme de travail y afférent sont disponibles sur un site web spécial⁸ qui permet un accès libre au référentiel des engagements et à d'autres produits et activités relatifs à la Décennie de la nutrition, tels que des prospectus d'information sur la mise en place de réseaux d'action, et aux engagements SMART propres aux pays. Les autres supports d'information élaborés comprennent un guide pratique précisant comment définir et soumettre des engagements SMART et comment communiquer sur ceux-ci.

III. État d'avancement des politiques dans les domaines d'action du programme de travail pour la Décennie de la nutrition, à l'échelle mondiale

20. Le deuxième examen mondial des politiques en matière de nutrition a été réalisé par l'OMS en 2016-2017. Il avait pour but d'évaluer et d'analyser l'état d'avancement de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques et programmes des pays en matière de nutrition. Cet examen fournit un point de référence pour mesurer les progrès accomplis dans le cadre de la Décennie de la nutrition.

21. À l'heure actuelle, 183 pays disposent de politiques nationales comprenant des buts et des mesures relatifs à la nutrition. Sur ces 183 pays, 168 ont des plans spécifiques sur la nutrition, 105 ont des plans afférents au secteur de la santé et comprenant des composantes nutritionnelles, et 48 ont intégré des objectifs de nutrition dans leurs plans de développement nationaux. Sur les 60 plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) qui ont été analysés, 50 pour cent comprenaient les cibles mondiales de l'Assemblée mondiale de la Santé en matière de nutrition. En 2014 et 2015, plus de 70 pays dans le monde se sont employés

⁸ www.un.org/nutrition.

à intégrer de manière systématique la sécurité alimentaire et la nutrition dans leurs politiques et leurs programmes d'investissement sectoriels⁹.

22. Concernant les capacités humaines et institutionnelles, 149 pays ont formé des spécialistes de la nutrition et 109 ont dispensé des formations sur la nutrition maternelle et infantile à des professionnels de santé¹⁰. Les capacités ont été renforcées dans les domaines de la nutrition et de la sécurité sanitaire des aliments, en relation avec la mise en œuvre des activités relevant de la Décennie de la nutrition.

23. Plus spécifiquement, on a pu observer l'état d'avancement ci-après dans les six domaines d'action du programme de travail pour la Décennie de la nutrition¹¹.

1. *Systèmes alimentaires durables et résilients en faveur de régimes alimentaires sains*

24. Des mesures de prévention et d'atténuation des risques d'insécurité alimentaire ont été appliquées dans 57 pays, et 28 pays ont pris des mesures socioéconomiques visant à réduire la vulnérabilité et à renforcer la résilience des communautés exposées à des menaces et à des crises. Un nombre croissant de pays envisagent actuellement d'intégrer la durabilité dans leurs recommandations nutritionnelles fondées sur le choix des aliments. Sur le front des pertes et gaspillage d'aliments, 27 pays mettent en œuvre des mesures visant à les réduire au moyen de campagnes de sensibilisation, d'activités de renforcement des capacités et de politiques fondées sur des données probantes.

25. Une alliance a été constituée en 2017 dans la région Amérique latine et Caraïbes, qui vise à transformer les systèmes alimentaires afin de réduire l'excès pondéral et l'obésité. Son but est d'analyser le rôle que jouent les systèmes alimentaires actuels dans le problème de surpoids qui se fait jour dans cette région et de mettre en place un programme d'action publique contribuant à transformer ces systèmes alimentaires.

26. Actuellement, 63 pays ont mis en place des politiques qui visent à réduire les effets de la mercatique sur les enfants en ce qui concerne les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées. Environ 30 pays font appel à des politiques de taxation pour encourager les consommateurs à faire des choix alimentaires plus sains, tandis que 11 pays ont amélioré différents aspects de leur système national de contrôle des aliments, notamment les cadres législatifs et institutionnels et les capacités techniques et scientifiques nécessaires pour concevoir et exécuter des programmes de gestion de la sécurité sanitaire des aliments fondée sur les risques. En outre, 66 pays ont renforcé leur préparation aux situations d'urgence touchant à la sécurité sanitaire des aliments et leur organisation des secours dans ce domaine en adhérant au Réseau international des autorités de sécurité sanitaire des aliments FAO/OMS. La sécurité sanitaire des aliments est l'un des thèmes majeurs du renforcement des capacités nationales dans le cadre du Règlement sanitaire international mis en place par l'OMS, et les indicateurs nationaux afférents à ce thème ont été mis à jour dans le cadre de suivi et d'évaluation de l'Organisation.

27. Des mesures (d'application impérative et volontaire) de reformulation des produits sont en cours de mise en œuvre dans certains pays. Au moins 36 pays¹² ont indiqué mettre en application des mesures visant à réduire et éliminer les acides gras *trans* dans les produits alimentaires, soit par une reformulation, soit au moyen d'un

⁹ www.who.int/nutrition/topics/global-nutrition-policy-review-2016.pdf ; www.who.int/nutrition/gina/en/.

¹⁰ www.who.int/nutrition/topics/global-nutrition-policy-review-2016.pdf.

¹¹ www.who.int/nutrition/topics/global-nutrition-policy-review-2016.pdf ; www.fao.org/3/a-ms430f.pdf.

¹² www.who.int/nutrition/topics/global-nutrition-policy-review-2016.pdf ; www.fao.org/3/a-ms430f.pdf.

règlement les interdisant, et 63 pays¹³ ont mis en œuvre des politiques de réduction des apports en sel grâce à la reformulation des produits alimentaires¹⁴. Par ailleurs, 71 pays disposent de blé enrichi, 106 ont enrichi le sel en iode et 41 pays ont enrichi les huiles en vitamine A ou en iode. La manifestation intersessions du CSA sur le thème de l'évaluation de l'impact des politiques visant à favoriser un environnement et des régimes alimentaires sains, qui s'est tenue en mai 2017, a mis en évidence comment les outils d'évaluation d'impact fournissaient aux décideurs publics une analyse de la situation et des effets potentiels des politiques sur les environnements et les régimes alimentaires.

2. *Systèmes de santé harmonisés assurant la couverture universelle des mesures nutritionnelles essentielles*

28. Les interventions les plus couramment proposées à l'occasion des soins de santé primaires sont le conseil sur l'allaitement au sein (159 pays) et sur l'alimentation complémentaire (144 pays). Les autres grandes interventions passant par le système de santé concernent la supplémentation en fer, ou en fer et acide folique, destinée aux femmes enceintes et aux femmes en âge de procréer (121 pays), et la supplémentation en micronutriments visant les enfants de moins de 5 ans : vitamine A (76 pays), fer (41 pays), zinc (38 pays) et poudres combinant plusieurs micronutriments (52 pays). Des programmes de déparasitage ont également été menés dans 69 pays. Enfin, la nutrition est intégrée dans les programmes de lutte contre le VIH/sida dans 81 pays et contre la tuberculose dans 67 pays.

3. *Protection sociale et éducation nutritionnelle*

29. La nutrition est abordée par l'intermédiaire de la protection sociale dans 42 pays, et 38 pays procèdent à des transferts d'espèces assortis de conditions.

30. En ce qui concerne l'éducation nutritionnelle, 151 pays sont dotés de programmes de conseil sur l'alimentation saine et 148 réalisent des campagnes dans les médias ; 153 ont mis en place des programmes de santé et de nutrition à l'école, y compris d'éducation nutritionnelle dans 94 pays ; et 116 ont élaboré des recommandations nutritionnelles fondées sur le choix des aliments. L'étiquetage nutritionnel est mis en place dans 121 pays, mais 35 seulement ont adopté l'étiquetage sur le devant de l'emballage¹⁵. La sécurité sanitaire des aliments est prise en compte dans les politiques nutritionnelles de 58 pays, favorisant des pratiques telles que celles prônées dans les *Cinq clefs pour des aliments plus sûrs*.

31. Le programme de la FAO sur la réduction de la pauvreté rurale s'appuie sur des stratégies adaptées au contexte qui aident les pays à améliorer leur système de protection sociale grâce à des conseils en matière de politiques, à un renforcement des capacités, à des systèmes d'information et à des instruments d'acquisition de connaissances fondées sur des données factuelles qui permettent d'améliorer les moyens d'existence ruraux et d'accroître l'aptitude des populations rurales pauvres à gérer les risques.

¹³ D'après une enquête de l'OMS sur les capacités des pays, dans l'édition 2017 de la publication *Suivi des progrès dans la lutte contre les maladies non transmissibles*.

¹⁴ who.int/ncds/management/best-buys/en/.

¹⁵ www.who.int/nutrition/topics/global-nutrition-policy-review-2016.pdf ; www.fao.org/nutrition/education-nutritionnelle/food-dietary-guidelines/home/fr/.

4. Commerce et investissements pour une meilleure nutrition

32. D'après la Fonction de téléchargement des données tarifaires de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)¹⁶, qui regroupe les éléments tarifaires de quelque 150 pays, la vaste majorité des pays appliquent des droits de douane sur les produits alimentaires et les boissons importés. Cependant, le niveau des droits appliqués varie considérablement d'un pays à l'autre et, pour beaucoup, ces droits n'ont pas nécessairement d'objectif nutritionnel. L'OMC administre également le Système de gestion des renseignements sur les obstacles techniques au commerce¹⁷ ainsi que le Systèmes de gestion des renseignements sanitaires et phytosanitaires¹⁸, qui contiennent des notifications relatives aux règlements intérieurs de diverse nature ayant des effets sur le commerce. Environ 100 notifications d'adoption ou de modification de règlement relatif à la nutrition ont été transmises sur la période 2016-2017.

33. En juin 2016, le CSA et le Comité permanent de la nutrition ont organisé conjointement une manifestation intersessions sur le thème *Commerce et nutrition : perspectives et risques* pour renforcer la convergence de vues sur la notion d'alimentation saine dans le contexte du commerce et des chaînes de valeur. Mettant en lumière les possibilités et les contraintes engendrées par une cohérence accrue entre les politiques commerciales et les actions nutritionnelles, la manifestation a permis une meilleure compréhension à partir de perspectives et d'expériences diverses montrant les relations entre le commerce et la nutrition.

34. Lors d'une manifestation intersessions organisée par le CSA en mai 2017 comme contribution à la mise en œuvre de la Décennie de la nutrition, des engagements pris à la CIN2 et du Programme 2030, cinq pays ont fait part de leur approche de l'investissement dans les systèmes alimentaires aux fins d'amélioration de la nutrition et de la santé humaine, donnant des exemples concrets de la façon dont les diverses parties prenantes avaient abordé la question de systèmes alimentaires plus sains par des investissements spécifiques dans différents contextes.

35. La Commission FAO/OMS du Codex Alimentarius, dont les normes servent de points de référence internationaux dans les accords de l'OMC, a poursuivi son travail de normalisation dans les domaines de la sécurité sanitaire des aliments et de la nutrition. En 2016, elle a créé un groupe spécial afin de lutter contre la résistance aux antimicrobiens dans la chaîne alimentaire.

5. Environnement sûr et favorable à la nutrition pour tous les âges

36. Tandis que 129 pays recommandent l'allaitement au sein exclusif jusqu'à 6 mois, 100 continuent de recommander cette pratique jusqu'à ce que l'enfant ait atteint 2 ans ou plus. Cependant, 12 pour cent des naissances seulement se déroulent dans des structures dites « amies des bébés ». Si 135 pays ont pris des mesures législatives reprenant certaines des dispositions du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel, 39 seulement y ont intégré la plupart ou la totalité de ces dispositions. Dans 77 pays, les femmes en congé de maternité perçoivent des indemnités au moins équivalentes aux deux tiers de leurs revenus antérieurs pendant 14 semaines.

37. À l'heure actuelle, 56 pays prévoient dans leurs plans ou leurs politiques des mesures visant à créer un environnement alimentaire sain sur le lieu de travail, 35 le prévoient dans les hôpitaux et 153 dans les écoles, mais 72 seulement ont établi des normes claires sur les aliments et les boissons proposés dans les écoles. Seuls 44 pays

¹⁶ <http://tariffdata.wto.org/Default.aspx?culture=fr-FR>.

¹⁷ <http://tbtims.wto.org/fr/>.

¹⁸ <http://spsims.wto.org/fr/>.

se sont attaqués au problème de l'insuffisance pondérale et/ou de l'anémie chez les adolescentes.

6. *Gouvernance et reddition de comptes renforcées dans le domaine de la nutrition*

38. Parvenir à la cohérence des stratégies, des politiques, des plans et des programmes nationaux concernés et dégager les ressources nationales permettant d'atteindre les objectifs et cibles nutritionnels nécessite des mécanismes intersectoriels de contrôle et de suivi de la mise en œuvre et de la responsabilité. Dans 147 pays, au moins un mécanisme de coordination intersectorielle associant des parties prenantes multiples est en place, sous l'autorité du Ministre de l'agriculture (25 pays), du Ministre de la santé (103 pays), ou du Premier ministre ou du Président (38 pays). Ces mécanismes associent le secteur privé dans 61 pays, ce qui souligne la nécessité de mettre en place de solides garde-fous contre les conflits d'intérêts.

IV. Actions déclenchées par la Décennie de la nutrition

1. *Engagements pris par les États*

39. Durant la soixante-dixième Assemblée mondiale de la Santé, en mai 2017, le Brésil est devenu le premier pays à prendre des engagements concrets et ambitieux dans le cadre de la Décennie de la nutrition, engagements axés prioritairement sur le renversement de la tendance à la hausse de l'obésité. Le Ministre brésilien de la santé a annoncé trois engagements SMART, soutenus par 41 mesures d'action publique, qui doivent être remplis d'ici à 2019. Ce nombre a été porté à 38 engagements à la session d'octobre 2017 du CSA. Le Brésil s'est en effet engagé sur les points suivants : promouvoir la production durable d'aliments variés et nutritifs ainsi que l'accès à ces aliments, et structurer l'agriculture familiale ; favoriser et protéger une alimentation suffisante et saine, combattre et prévenir les problèmes de santé découlant d'une mauvaise alimentation (notamment par la réduction de la consommation régulière de boissons sans alcool et de faux jus de fruits d'au moins 30 pour cent chez les adultes, l'augmentation d'au moins 17,8 pour cent de la proportion des adultes consommant régulièrement des fruits et des légumes et l'arrêt de la progression de l'obésité chez les adultes) ; faciliter un accès universel à une nourriture nutritive en quantité suffisante, en donnant la priorité aux familles et aux personnes touchées par l'insécurité alimentaire et la malnutrition, aux peuples et aux communautés autochtones, et autres groupes sociaux vulnérables ; développer les disponibilités en eau et promouvoir une alimentation saine dans des environnements variés et à tous les stades de la vie ; affermir la gouvernance de la sécurité alimentaire et de la nutrition et soutenir les initiatives favorisant la souveraineté et le droit humain à une nourriture suffisante au niveau international¹⁹. Le Brésil remplira ces engagements d'ici à 2019.

40. Le deuxième pays à prendre des engagements spécifiques sur la Décennie de la nutrition à la soixante-dixième Assemblée mondiale de la Santé a été l'Équateur. Le Vice-Ministre équatorien de la santé a annoncé cinq engagements, étayés par 15 mesures, dont le but à long terme est l'amélioration et la préservation de la santé et du bien-être de l'ensemble des Équatoriens. L'Équateur s'est engagé à favoriser des environnements propices à la santé des populations ; à promouvoir l'allaitement au sein ; à fournir très tôt un ensemble de soins aux femmes enceintes, aux enfants de moins de 5 ans et aux enfants d'âge scolaire, en mettant l'accent sur l'éducation pour

¹⁹ <https://extranet.who.int/nutrition/gina/en/commitments/1394>.

la santé ; et à faciliter la participation des communautés et l'action intersectorielle²⁰. L'Équateur remplira ces engagements d'ici à 2025.

41. Au Sommet mondial de la nutrition, qui s'est tenu à Milan (Italie) en novembre 2017, une somme de 3,4 milliards d'USD a été promise pour lutter contre la crise mondiale de la malnutrition, dont 640 millions d'USD de financements nouveaux. Point important, les engagements pris comprenaient des financements nationaux annoncés par des pays comme la Côte d'Ivoire, El Salvador, l'Inde, Madagascar, le Niger, le Nigéria et la Zambie, entre autres.

2. Contributions des organismes du système des Nations Unies

42. La FAO a intégré la nutrition de manière systématique dans son Cadre stratégique en en faisant un thème transversal et en mettant en avant la nécessité de s'appuyer d'abord sur les systèmes alimentaires pour lutter de façon durable contre la malnutrition sous toutes ses formes, dans l'esprit de la Décennie de la nutrition et la CIN2. En synergie avec la Décennie de la nutrition, la CIN2 et l'ODD2, la Stratégie de la FAO en matière de changement climatique²¹ a été adoptée en juillet 2017. Elle a pour objet d'orienter les actions que l'Organisation mène en vue d'améliorer l'intégration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le programme d'action international sur le changement climatique, en veillant à ce que ces deux thèmes reçoivent l'attention qu'ils méritent dans les rencontres internationales traitant du changement climatique. La FAO a fourni à plus de 90 pays une assistance technique ciblant l'intégration d'approches fondées sur le choix des aliments dans les stratégies nutritionnelles multisectorielles, et la prise en compte de la nutrition dans les politiques et plans d'investissements agricoles, dans l'alimentation scolaire et dans l'éducation nutritionnelle. La FAO et l'OMS contribuent à combler le déficit de données sur les régimes alimentaires en développant la base de données mondiale sur la consommation alimentaire individuelle. La FAO a passé en revue la conception de quelque 50 programmes d'investissements agricoles mis en œuvre par la Banque mondiale dans les pays afin d'évaluer les progrès réalisés en matière d'intégration de la nutrition dans les investissements destinés à l'agriculture. Les enseignements tirés de cette étude ont été intégrés dans les modules d'apprentissage en ligne sur une agriculture et des systèmes alimentaires qui tiennent compte des enjeux nutritionnels. Elle a également aidé les pays et les communautés économiques régionales à formuler et à mettre en œuvre 18 accords commerciaux internationaux²².

43. L'OMS a intégré la Décennie de la nutrition dans son action et ajouté plusieurs indicateurs relatifs à la nutrition dans le projet de son treizième programme général de travail 2019-2023 ; l'Organisation a également élaboré une nouvelle stratégie d'action pour la nutrition 2016-2025. En 2016-2017, l'OMS a élaboré des lignes directrices, fondées sur des données probantes, en matière d'alimentation saine et d'efficacité des interventions nutritionnelles, et fourni à près de 90 pays des directives ciblant l'élaboration de politiques et de programmes nutritionnels efficaces, des conseils sur les mesures nutritionnelles essentielles et une assistance technique portant sur la mesure et la restitution d'indicateurs nutritionnels susceptibles de renforcer les systèmes de surveillance. En outre, 14 pays ont reçu un soutien à travers des ateliers sur l'obésité infantile. La Commission de l'OMS sur les moyens de mettre fin à l'obésité de l'enfant a présenté six ensembles de recommandations tendant à

²⁰ <https://extranet.who.int/nutrition/gina/en/commitments/1421>.

²¹ www.fao.org/3/a-i7175f.pdf.

²² La contribution de la FAO à la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition est consultable à l'adresse suivante : www.unscn.org/uploads/web/news/FAO-s-contribution-to-the-Decade.pdf.

accélérer les efforts de prévention de l'obésité tout au long de la vie²³. L'OMS a également assuré la promotion des lignes directrices et recommandations fondées sur des données probantes, à utiliser dans l'élaboration et l'actualisation des normes et directives du Codex concernant l'étiquetage des denrées alimentaires pour faire en sorte que le travail du Codex prenne aussi en considération les problèmes grandissants du double fardeau de la malnutrition. Enfin, l'OMS a encouragé l'application des normes internationales relatives à la sécurité sanitaire des aliments par l'intermédiaire du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires²⁴.

44. L'UNICEF s'est engagé à soutenir la Décennie de la nutrition à travers la mise en œuvre de son Plan stratégique 2018-2021. Le Plan stratégique traduit la nouvelle ambition de l'UNICEF en matière de nutrition maternelle et infantile, à l'appui du Programme 2030. Les programmes de l'UNICEF seront mis en œuvre dans plus de 120 pays et répondront à différents besoins et différents contextes au moyen de cinq domaines d'activité couvrant 20 résultats propres au contexte qui viendront appuyer les domaines d'action de la Décennie de la nutrition²⁵. Ces deux dernières années, l'UNICEF s'est employé à améliorer la situation nutritionnelle des enfants, des adolescents et des femmes dans 127 pays, a apporté un appui technique et programmatique permettant d'assurer des services de conseil en alimentation des nourrissons, dispensés aux femmes dans leur communauté (109 pays), a soutenu la législation visant à enrichir les céréales de base en fer et en d'autres micronutriments essentiels (86 pays) et a apporté une aide humanitaire (78 pays). Plus de 250 millions d'enfants âgés de 6 à 59 mois ont reçu deux doses de vitamine A, plus de 35 millions d'adolescents ont participé à des programmes destinés à prévenir l'anémie et d'autres formes de malnutrition, 10 millions d'enfants ont bénéficié de programmes d'enrichissement à domicile et plus de 3 millions d'enfants présentant une malnutrition aiguë sévère ont été traités annuellement. L'UNICEF a publié le premier rapport mondial jamais établi sur la qualité des aliments complémentaires et de l'alimentation des enfants âgés de moins de 2 ans dans les pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure), signé plus de 100 publications dans des revues dotées d'un comité de lecture, et collecté des données sur la couverture des programmes dans 110 pays.

45. Les investissements dans la nutrition sont orientés par la nouvelle Politique en matière de nutrition (2017-2021) du PAM, qui décrit les grandes lignes des activités mondiales menées par cet organisme pour soutenir les pays qui se sont engagés à atteindre les cibles associées aux ODD et visant à éradiquer la malnutrition sous toutes ses formes – notamment dénutrition (émaciation, retard de croissance et carences en micronutriments) et excès pondéral. L'appui de la nutrition dans les situations d'urgence demeure un axe central du travail du PAM, mais la politique met aussi en avant une approche intégrée de la nutrition qui prend en compte simultanément les questions de disponibilités, de demande et de consommation d'aliments nutritifs et d'accès à ces aliments, afin d'atteindre l'objectif d'une alimentation suffisante et saine pour tous les groupes vulnérables à tous les âges. Durant toute la Décennie de la nutrition, le PAM est résolu à collaborer avec l'OMS, l'UNICEF, la FAO et le FIDA ainsi que d'autres organismes des Nations Unies pour mobiliser tous les effets de synergie disponibles et obtenir ainsi des résultats collectifs, non seulement dans les pays les moins avancés, mais aussi à l'échelle

²³ www.who.int/end-childhood-obesity/publications/echo-report/fr/.

²⁴ La contribution de l'OMS à la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025) est consultable à l'adresse suivante : www.unscn.org/uploads/web/news/WHO-contribution-to-the-Nutrition-Decade-final.pdf.

²⁵ La contribution de l'UNICEF à la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition est consultable à l'adresse suivante : www.unscn.org/uploads/web/news/UNICEF-commits-to-the-Nutrition-Decade.pdf.

planétaire²⁶. Chaque année, le PAM aide plus de 70 millions de personnes vulnérables en situation d'insécurité alimentaire en contribuant à l'élaboration et à la mise en œuvre de plans et politiques nationaux qui visent à éliminer la malnutrition sous toutes ses formes.

46. Le Cadre stratégique 2016-2025 du FIDA exprime clairement la contribution de cet organisme au Programme 2030 et fait le lien avec la Décennie de la nutrition. En sa qualité d'organisme spécialisé des Nations Unies et d'institution financière internationale au service des petits exploitants et des populations rurales pauvres, le FIDA cherche à améliorer la nutrition en combinant de solides connaissances techniques avec l'octroi des fonds dont les États ont besoin pour investir de façon durable et efficace dans une agriculture et un développement rural qui prennent en compte la dimension nutritionnelle. Compte tenu de l'avantage comparatif du FIDA, les contributions notables apportées à la Décennie de la nutrition le seront dans les domaines d'action 1, systèmes alimentaires durables et résilients en faveur de régimes alimentaires sains, et 4, commerce et investissements pour une meilleure nutrition²⁷. La nutrition occupe une place essentielle dans les engagements institutionnels du FIDA, comme l'indique son Plan d'action en matière de nutrition (2016-2018). La moitié (50 pour cent) des projets approuvés par le FIDA jusqu'en 2018 prennent en compte la dimension nutritionnelle, et tous les programmes d'options stratégiques pour les pays (100 pour cent) prévoient une section sur la nutrition qui organise la prise en compte systématique de cette question dans le pays considéré.

47. Les engagements pris dans le cadre de la Décennie de la nutrition en ce qui concerne le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) de l'ONU concordent avec les fonctions essentielles du Bureau : coordination, gestion de l'information, plaidoyer, politiques et financement de l'aide humanitaire. Plus spécifiquement, il s'agit de transposer à grande échelle les campagnes et les activités de plaidoyer mondiales dans les situations critiques de malnutrition aiguë et de famine ; faciliter l'accès et contribuer à améliorer la protection ; mobiliser des ressources pour une meilleure nutrition dans les contextes d'aide humanitaire ; promouvoir les partenariats et les initiatives axés sur la préparation aux situations de crise ; et renforcer la direction des opérations humanitaires s'ordonnant autour de la nutrition, considérée comme une réalisation collective au niveau des pays²⁸.

48. Le Comité permanent de la nutrition (CPN) joue son rôle dans le soutien de l'initiative « Unis dans l'action » en contribuant à renforcer au maximum la cohérence des politiques des Nations Unies et les activités de plaidoyer relatives à la nutrition ; en soutenant une exécution harmonieuse et responsable des programmes menés par les organismes des Nations Unies ; en étudiant les problèmes d'ordre nutritionnel qui se font jour ; et en facilitant le partage des connaissances au sein du système des Nations Unies. Pour que la Décennie de la nutrition débouche sur des résultats pérennes, il est essentiel de mener une réflexion prospective et de s'adapter à l'évolution constante de la situation en matière de nutrition. Le CPN s'emploie à inciter la communauté des chercheurs à se manifester et à combler ces déficits de connaissances. Le CPN fait aussi le lien entre les centres de décision intergouvernementaux de ses membres, dans le cadre de l'action qu'il mène auprès de toutes les instances concernées pour s'assurer que la nutrition est

²⁶ La contribution du PAM à la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition est consultable à l'adresse suivante : www.unscn.org/uploads/web/news/WFP-and-the-Decade-of-Action-on-Nutrition-Final.pdf.

²⁷ La contribution du FIDA à la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition est consultable à l'adresse suivante : www.unscn.org/uploads/web/news/IFAD-and-the-Decade-of-Action-on-Nutrition.pdf.

²⁸ Le résumé des engagements de l'OCHA est consultable à l'adresse suivante : www.unscn.org/uploads/web/news/DECADE-COMMITMENTS.pdf.

systématiquement prise en compte. Le document du CPN intitulé « Global Governance for Nutrition and the role of UNSCN » (Gouvernance mondiale de la nutrition et rôle du CPN) contient une présentation détaillée des acteurs du domaine, tandis que celui intitulé « Guidance Note on Integration of Nutrition in the United Nations Development Assistance Framework » (Note d'orientation sur l'intégration de la nutrition dans le PNUAD) a pour objectif de préparer les équipes de pays des Nations Unies à intégrer la nutrition dans leur planification et leur programmation et à tenir compte des risques et opportunités liées à la nutrition dans les analyses communes de pays. Le numéro 42 de la publication phare *UNSCN News*, intitulé « A Spotlight on the Nutrition Decade »²⁹, explique dans une série d'articles en quoi la Décennie de la nutrition représente une occasion particulièrement favorable de mener une action intersectorielle intégrée et de renforcer la coordination entre tous les acteurs aux fins d'améliorer la situation nutritionnelle.

49. L'Équipe spéciale interorganisations des Nations Unies pour la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles a lancé en 2016 un groupe de travail thématique sur la nutrition, coordonné par le CPN. Le groupe se penche essentiellement sur l'amélioration de la cohérence des politiques, surtout celles qui traitent spécifiquement de l'environnement alimentaire, un espace dans lequel les consommateurs opèrent leurs choix alimentaires et qui est fortement influencé par toute une série d'acteurs et de facteurs (commerce, étiquetage, prix, transformation, etc.). Le groupe entend également intégrer des considérations nutritionnelles dans d'autres domaines de travail de l'Équipe spéciale (environnement, activité physique). En finir avec l'obésité des enfants en agissant dans le milieu scolaire est l'un des premiers objectifs que le groupe s'est fixé, qui fournira également des éléments à la troisième réunion de haut niveau sur les maladies non transmissibles, en 2018.

3. Contributions d'acteurs non étatiques

50. La participation dynamique de représentants de la société civile et du secteur privé, en particulier par l'intermédiaire des deux mécanismes, MSC et MSP, a été une valeur ajoutée aux consultations menées autour de la Décennie de la nutrition, et leurs différentes contributions ont été regroupées dans la publication du CPN intitulée « A Spotlight on the Nutrition Decade ».

51. En outre, différents membres du MSC et du MSP ont commencé à présenter, à titre individuel, des engagements SMART officiels. Ils encouragent également leurs équipes de pays à se servir de ces engagements, qui viennent appuyer les priorités des pouvoirs publics en matière de nutrition, comme outils pour persuader les autorités nationales de prendre leurs propres engagements. Ainsi, une plateforme regroupant des organisations d'intérêt public de la société civile et des mouvements sociaux ayant contribué activement au processus de la CIN2, et qui continuent de participer aux suites données à celle-ci, a également publié un « Manifeste » présentant la position collective de ses membres pour insister sur les principes sur lesquels la Décennie de la nutrition devrait évoluer, sur leurs attentes et sur la manière dont ils comptent s'engager³⁰. La Fédération mondiale de l'obésité a prévu en priorité de se pencher sur la mercatique des produits qui, bien que destinés aux enfants, présentent une forte teneur en graisse, en sucre et/ou en sel, de rendre les villes plus saines et de fournir un traitement contre l'obésité.

²⁹ www.unscn.org/uploads/web/news/UNSCN-News42-2017.pdf.

³⁰ Le « Manifeste » de la société civile sur la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition est consultable à l'adresse suivante : www.unscn.org/uploads/web/news/EN-Civil-Society-Manifesto-on-DoA-on-Nutrition-Advanced-Draft.pdf.

4. *Initiatives multipartites*

52. Le Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN) compte actuellement parmi ses membres 60 pays et trois des états de l'Inde. Une nouvelle stratégie SUN a été élaborée pour la période 2016-2020, portant la vision d'« un monde exempt de malnutrition sous toutes ses formes » d'ici à 2030, ce qui concorde avec les six cibles mondiales de nutrition et les deux cibles concernant les maladies non transmissibles liées au régime alimentaire approuvées par l'Assemblée mondiale de la Santé. La stratégie vise en priorité à apporter un appui aux pays membres du mouvement SUN pour qu'ils maintiennent un environnement politique porteur et qu'ils priorisent et mettent en œuvre des mesures efficaces en faveur de la nutrition, alignées sur un ensemble commun de résultats. Du 7 au 9 novembre 2017, le Rassemblement mondial du mouvement SUN a été organisé pour la première fois dans un pays SUN, la Côte d'Ivoire. Les quelque 900 participants venus des 60 pays SUN et issus des différents réseaux ont examiné les progrès accomplis dans la lutte contre la malnutrition et ont partagé innovations et bonnes pratiques.

53. Les réseaux de parties prenantes soutenant le mouvement SUN gagnent du terrain. Le Réseau des Nations Unies pour SUN accroît la cohérence, la coordination et la convergence des activités menées par les Nations Unies pour appuyer les initiatives nationales en matière de nutrition, renforce les capacités pour une gouvernance et des programmes multisectoriels dans ce domaine, et soutient le fonctionnement de plateformes de coordination multipartite. En 2016, le Réseau des Nations Unies comptait plus de 700 personnes se consacrant à la nutrition dans l'ensemble des pays SUN, dont une majorité recrutées sur la plan national. Le Réseau des Nations Unies soutient tous les domaines d'action de la Décennie de la nutrition, y compris l'établissement de cibles SMART.

54. Le Programme pour des systèmes alimentaires durables (SFS) du Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables est une initiative multipartite visant à accélérer le passage à des systèmes alimentaires plus durables. Des travaux sont en cours pour intégrer la nutrition et les maladies non transmissibles dans les propositions de projets SFS élaborées dans ce cadre et faire ainsi le lien entre une production durable et une consommation durable et saine.

5. *Réseaux d'action*

55. La Norvège a annoncé à la Conférence sur les océans de juin 2017 la création d'un Réseau mondial d'action pour une alimentation durable issue des océans et des eaux continentales au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition³¹, qui s'inscrit dans le cadre de la Décennie de la nutrition et constitue une suite directe donnée aux ODD. Le Gouvernement norvégien a invité les pays intéressés à rejoindre ce réseau d'action en donnant à la pêche et à l'aquaculture un rang de priorité plus élevé dans l'action menée pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition à l'échelle mondiale, en considération de la capacité des océans à fournir une part substantielle des besoins alimentaires futurs du monde.

56. Deux réseaux régionaux supplémentaires ont été annoncés à la Conférence mondiale sur les maladies non transmissibles qui s'est tenue à Montevideo (Uruguay) en octobre 2017 : le Réseau d'action des Amériques pour un environnement alimentaire sain, conduit par le Chili, et le Réseau d'action pour l'élimination de l'obésité infantile dans le Pacifique, sous le patronage des Fidji. La priorité de ces réseaux est de faire avancer les choses et de confronter les expériences dans les domaines suivants : mesures fiscales applicables aux boissons sucrées, étiquetage sur

³¹ <https://nettsteder.regjeringen.no/foodfromtheocean/action-network/>.

le devant de l'emballage, application de restrictions aux stratégies de vente des produits alimentaires et des boissons sans alcool visant les enfants, et fourniture et promotion d'une bonne alimentation dans les écoles et d'autres lieux de rassemblement des enfants. Chacun des deux réseaux a tenu une réunion de groupe de travail préliminaire pour déterminer les activités prioritaires des deux prochaines années et définir les conditions d'adhésion au réseau et son mode de gouvernance. La Conférence a approuvé la Feuille de route de Montevideo 2018-2030 sur les maladies non transmissibles en tant que priorité du développement durable³², dans laquelle les représentants des pays s'engagent en particulier à élaborer des lignes directrices et des recommandations qui favorisent et encouragent une alimentation saine et durable.

57. En 2016, l'Alliance des réseaux alimentaires a été créée dans le cadre du Pacte de Milan sur la politique alimentaire en milieu urbain (Pacte de Milan). Adopté en 2015 et signé par plus de 160 villes dans le monde, le Pacte de Milan est un engagement commun de villes qui s'efforcent d'élaborer, à leur niveau, des systèmes alimentaires durables, susceptibles de fournir à tous des aliments nutritifs, divers et abordables, contribuant ainsi à remplir les engagements pris à la CIN2 et à atteindre les cibles des ODD relatives à la santé et à la nutrition ainsi que les buts de la Décennie de la nutrition. L'Alliance cherche à développer la collaboration entre les réseaux de villes existant à l'échelle nationale, régionale et internationale, et leur offre une plateforme de partage de l'information. Comme exemples de réseaux de ce type, on peut citer : le *Food Systems Network* du C40 Cities Climate Leadership Group ; *EUROCITIES*, un réseau de grandes villes européennes ; et *Healthy Cities*, le réseau italien des villes-santé de l'OMS.

58. Comme l'y invitaient les Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement³³, la FAO, avec le concours du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES) et du Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, a dirigé l'élaboration d'un programme d'action mondial sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans les PEID³⁴, qui a été lancé lors de la Conférence de la FAO en juillet 2017. Ce document d'orientation fait explicitement référence à la CIN2, à l'ODD 2 et à la Décennie de la nutrition, et a pour objectif d'encourager les États, le secteur privé, la société civile, les organisations internationales et d'autres partenaires de développement à mener une action coordonnée afin d'accélérer les mesures qui permettront d'endiguer et de résorber les crises dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition de manière globale.

V. Promotion et défense des domaines d'action du programme de travail pour la Décennie de la nutrition

59. La Reine Letizia d'Espagne et le Roi Letsie III du Lesotho ont été nommés *ambassadeurs spéciaux pour la nutrition* afin de sensibiliser aux problèmes que pose la malnutrition et de mobiliser les appuis qui permettraient d'améliorer la nutrition dans le sillage de la CIN2 et de la Décennie de la nutrition. Les autres initiatives prises pour lutter contre la malnutrition dans le cadre de la Décennie de la nutrition

³² www.who.int/mediacentre/news/releases/2017/ncd-roadmap-2018-2030-fr.pdf?ua=1.

³³ A/CONF.233/10, *Rapport de la troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement*, 2014 (www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/CONF.233/10&Lang=F).

³⁴ www.fao.org/3/a-i7297f.pdf.

comprennent des forums et conférences, des rapports et publications, et des résolutions et recommandations.

1. *Forums et conférences*

60. En octobre 2016, le CSA a décidé de renforcer son rôle dans l'amélioration de la nutrition. À cet effet, il a approuvé un cadre visant à accroître sa contribution à la lutte mondiale contre la malnutrition sous toutes ses formes, en faisant office de forum mondial intergouvernemental et multipartite en matière de nutrition, conformément à son mandat³⁵.

61. En octobre 2017, le CSA a réaffirmé sa décision de développer ses activités dans le domaine de la nutrition, en fournissant une plateforme de coordination mondiale et de cohérence et convergence des politiques sur la nutrition, conformément au programme de travail pour la Décennie de la nutrition, et a donné à son Groupe de travail à composition non limitée sur la nutrition mandat d'élaborer, en 2019, des directives d'application volontaire relatives aux systèmes alimentaires et à la nutrition³⁶, fondées sur le rapport de 2017 du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition intitulé « Nutrition et systèmes alimentaires »³⁷. Ce rapport demandait au CSA d'envisager la possibilité d'élaborer des directives d'application volontaire pour l'amélioration des environnements alimentaires au service d'une alimentation saine.

62. En décembre 2016, la FAO et l'OMS ont accueilli conjointement à Rome le Colloque international pour des systèmes alimentaires durables au service d'une alimentation saine et d'une meilleure nutrition, principalement axé sur les politiques et les mesures agissant sur l'offre et la demande et destinées à faciliter l'accès à une bonne alimentation et à donner aux consommateurs les moyens de choisir un bon régime alimentaire ; et sur les mesures visant à renforcer la reddition de comptes, la résilience et l'équité au sein des systèmes alimentaires. Le Colloque a été l'occasion d'encourager la collaboration entre les États et les autres parties prenantes autour de l'élaboration de solutions novatrices qui permettent aux systèmes alimentaires de fournir des denrées saines pour une meilleure nutrition et une meilleure santé. Lors de la séance de clôture, les participants ont examiné le projet de programme de travail pour la Décennie de la nutrition, et des délégués de pays et d'autres parties prenantes clés ont présenté leurs engagements SMART ainsi que de nouveaux modes de collaboration qui permettent de saisir l'occasion d'agir offerte par la Décennie de la nutrition.

63. Créés pour donner une vue d'ensemble des réalités et des contextes régionaux, cinq colloques régionaux³⁸ ont jaugé comment la notion de systèmes alimentaires durables au service d'une alimentation saine et d'une meilleure nutrition se présentait dans leur région et de quels défis elle s'accompagnait ; ont confronté les caractéristiques essentielles des systèmes alimentaires des différentes régions et la façon dont ces caractéristiques influaient sur les modes d'alimentation ; recensé les politiques et expériences régionales de lutte contre la malnutrition sous l'angle des systèmes alimentaires ; et déclenché l'élaboration de mesures gouvernementales

³⁵ Mobilisation du CSA au service de la nutrition, CFS 2016/43/9.

³⁶ CFS 2017/44.

³⁷ HLPE, *Nutrition and Food Systems*, Rome, <http://www.fao.org/3/a-i7846e.pdf> (version française à paraître).

³⁸ Pour l'Amérique latine et les Caraïbes (San Salvador, 5-7 septembre 2017), pour l'Asie et le Pacifique (Bangkok, 10-11 novembre 2017), pour l'Afrique (Abidjan, 16-17 novembre 2017), pour l'Europe et l'Asie centrale (Budapest, 4-5 décembre 2017) et pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord (Muscat, 11-12 décembre 2017).

conformes au cadre d'action adopté à la CIN2 et au programme de travail pour la Décennie de la nutrition.

64. La réunion régionale pour l'Amérique latine organisée par le Brésil en mars 2017 sur le thème *Tackling Child Obesity – Towards the Implementation of the United Nations Decade of Action on Nutrition* et qui s'est tenue sous les auspices de l'Organisation panaméricaine de la santé a encouragé les pays de la région à établir sans attendre la coordination nécessaire à la mise en œuvre la Décennie de la nutrition, en axant tout particulièrement leur action sur l'obésité des enfants. Les pays participant ont présenté leurs idées d'élaboration d'engagements SMART, faisant fond sur leurs plans nationaux, et ont examiné les mécanismes de coopération possibles, tels que des réseaux d'action dirigés par les pays.

65. En juin 2017 à New York, pour préparer la session 2017 du Forum politique de haut niveau, le DAES, la FAO, le FIDA et le PAM ont réuni un groupe d'experts pour aborder les progrès accomplis dans la réalisation de l'ODD 2. Les participants à cette réunion ont réaffirmé que, pour atteindre l'ODD 2, l'un des changements fondamentaux nécessaires était de transformer les systèmes alimentaires en suivant une approche holistique, de la production à la consommation, afin de renforcer leur durabilité, leur caractère inclusif et leur résilience face au changement climatique, et d'appuyer la production et la consommation d'aliments sains et nutritifs ainsi que l'accès à ces aliments. Les engagements SMART pris en matière de politiques et de financements dans le cadre de la Décennie de la nutrition joueront un rôle essentiel dans la réalisation de l'ODD 2.

66. En juillet 2017, la Conférence de la FAO a adopté une résolution dont l'objet était de transmettre à l'Assemblée générale des Nations Unies, en collaboration avec l'OMS, une proposition visant à proclamer le 7 juin de chaque année Journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments.

67. À sa session 2017, le Forum politique de haut niveau a abouti à une déclaration ministérielle sur le thème « Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions en promouvant le développement durable, en créant des débouchés et en s'attaquant aux problèmes connexes »³⁹, dans laquelle les intéressés notaient que la pauvreté demeure la principale cause de la faim, soulignaient que l'investissement dans la santé contribue à l'élimination de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition, et se disaient « résolus à mettre fin à la pauvreté et à la faim [...] [et] à faire en sorte que tout le monde, partout et sans distinction d'âge, puisse vivre en bonne santé ». Une *Synthèse des contributions volontaires des commissions techniques du Conseil économique et social et d'autres organes et forums intergouvernementaux* a été présentée aux sessions 2016 et 2017 du Forum politique de haut niveau⁴⁰. Ces rapports servent la cause de la Décennie de la nutrition en mettant en évidence que la malnutrition, mesurée au nombre de personnes touchées dans le monde, a dépassé la faim, qu'elle est étroitement liée aux inégalités et à la durabilité des systèmes alimentaires et que la lutte contre ce fléau met en jeu des facteurs politiques, économiques, sociaux et environnementaux complexes. Il est donc nécessaire d'intégrer systématiquement la nutrition dans les politiques et stratégies de développement agricole, tout comme il est de la plus haute importance de remédier aux faiblesses des systèmes de santé.

68. La réunion infrarégionale qui s'est tenue à Amman (Jordanie) en septembre 2017 sur le thème *Tackling obesity in middle income countries of the WHO Eastern Mediterranean (EMRO) Region – Towards more commitment for the Decade of Action on Nutrition* a rassemblé sept pays de la région pour leur permettre d'étudier

³⁹ E/2017/L.29 - E/HLPF/2017/L.2.

⁴⁰ E/HLPF/2016/5 et E/HLPF/2017/3.

et de planifier les mesures à prendre en priorité pour faire reculer l'obésité des enfants, ainsi que les engagements SMART à soumettre dans le contexte de la Décennie de la nutrition.

69. En octobre 2017, le Comité régional du Pacifique occidental de l'OMS est convenu d'élaborer, en concertation étroite avec ses États Membres, un plan d'action régional pour la protection des enfants contre les effets néfastes de la mercatique alimentaire, inspiré des résolutions adoptées par l'Assemblée mondiale de la Santé en la matière, y compris sur la CIN2 et sur la Décennie de la nutrition⁴¹.

70. Le 4 novembre 2017, à l'occasion de la réunion des ministres de la santé du G7, les gouvernements du Royaume Uni et du Canada, la Fondation Bill et Melinda Gates, l'OMS, la FAO et d'autres partenaires ont convoqué conjointement à Milan (Italie) le Sommet mondial de la nutrition, prolongeant les manifestations précédemment organisées dans le cadre de l'initiative Nutrition pour la croissance. Le Sommet a fait le bilan des engagements pris à ce jour en matière de nutrition et en a annoncé d'autres visant à accélérer l'action menée à l'échelle mondiale pour mettre un terme à la malnutrition sous toutes ses formes. Le communiqué publié par les ministres de la santé du G7 a pris acte des nouveaux engagements en matière de politiques et de financements pris par le Sommet mondial de la nutrition de Milan et s'est prononcé en faveur de systèmes alimentaires susceptibles de favoriser une alimentation saine et durable dans le contexte de la Décennie de la nutrition.

71. En juin 2017, au Food Forum convoqué à Stockholm par l'EAT Foundation, plus de 500 personnes influentes venues du monde de la science, de la politique ou des affaires ou de la société civile ont confronté leurs idées sur la façon de réorienter les systèmes alimentaires vers la durabilité, la santé, la sécurité et l'équité, en tenant compte des limites de notre planète. En octobre 2017, l'EAT Foundation a également accueilli sa première réunion régionale Asie-Pacifique à Jakarta (Indonésie). Lors de ces deux manifestations, les séances plénières étaient axées sur la Décennie de la nutrition et ses caractéristiques.

2. Rapports

72. Les objectifs et l'intérêt de la Décennie ont fait l'objet de plusieurs rapports et publications, dont quelques-uns sont présentés ci-après.

73. Dans l'édition 2016 du rapport *Panorama of Food and Nutrition Security in Latin America and the Caribbean*⁴² (Panorama de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Amérique latine et dans les Caraïbes), publié conjointement par la FAO et l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) en janvier 2017 pour donner suite à la CIN2 dans le cadre de la Décennie de la nutrition, il est indiqué que l'obésité concerne 23 pour cent de la population de la région et que 58 pour cent environ des habitants présentent un excès pondéral, d'où la nécessité de coordonner les politiques et les mesures de lutte contre l'obésité à l'échelon régional. L'édition 2017 de ce même rapport⁴³ a observé que l'on comptait 2,4 millions de personnes sous-alimentées en plus dans la région, soit 6 pour cent de la population, et que cette tendance, si elle se maintenait, ne permettrait pas à la région d'éliminer la faim et la malnutrition d'ici à 2030.

74. Coïncidant avec le démarrage de la Décennie de la nutrition, l'édition 2017 du rapport *The State of Food Security and Nutrition in Europe and Central Asia 2017*⁴⁴

⁴¹ http://www.wpro.who.int/about/regional_committee/68/resolutions/wpr_rc68_r3_protecting_children_from_the_harmful_impact_of_food_marketing_fr.pdf?ua=1.

⁴² <http://www.fao.org/3/a-i6977e.pdf>.

⁴³ <http://www.fao.org/3/a-i7914e.pdf>.

⁴⁴ <http://www.fao.org/3/a-i8194e.pdf>.

(L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Europe et en Asie centrale), publié par la FAO, contenait une analyse approfondie et constatait que 14,3 millions de personnes vivaient encore en situation d'insécurité alimentaire grave dans la région si l'on se référait à l'accès à la nourriture. La malnutrition – sous-alimentation, surpoids et carences en micronutriments – était aussi présente à des degrés divers dans tous les pays de la région, où l'on comptait 172 millions d'adultes obèses, où les femmes étaient plus exposées à la malnutrition que les hommes et où l'on observait des taux élevés de sous-alimentation et d'obésité chez les enfants.

75. En 2016, le *Rapport sur la nutrition mondiale*⁴⁵ soulignait la pertinence des engagements et des recommandations découlant de la CIN2, qui notamment plaçaient au premier plan la question des systèmes alimentaires. L'édition 2017 de ce même rapport⁴⁶ notait qu'il était nécessaire d'agir sur le plan de la nutrition si l'on voulait concrétiser les ODD et que la lutte contre les causes de malnutrition passait par tous les ODD, et appelait donc à établir des connexions dans l'ensemble du système des ODD pour faire en sorte que la Décennie de la nutrition contribue effectivement à transformer les choses par l'intermédiaire des engagements SMART en faveur de la nutrition. L'édition 2017 de la publication *Suivi des progrès dans la lutte contre les maladies non transmissibles* fait état de 10 indicateurs de progrès au niveau national permettant de faciliter la reddition de comptes, parmi lesquels l'adoption de mesures visant à combattre les régimes alimentaires nocifs pour la santé.

76. L'édition 2017 du rapport *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*⁴⁷ marque le début d'une nouvelle ère dans le suivi des progrès accomplis, dans le cadre des ODD et de la Décennie de la nutrition, vers un monde libéré de la faim et de la malnutrition. En effet, le rapport va désormais suivre le chemin parcouru vers l'élimination de la faim et de toutes les formes de malnutrition à l'aide de mesures améliorées permettant de quantifier et d'évaluer ces deux cibles, notamment deux indicateurs de l'insécurité alimentaire et six indicateurs portant sur la nutrition.

77. Deux rapports du Secrétaire général, intitulés « Développement agricole, sécurité alimentaire et nutrition » et présentés à l'Assemblée générale en 2016⁴⁸ et 2017⁴⁹, ont formulé un ensemble de recommandations visant à optimiser le rôle joué par l'agriculture lorsqu'il s'agit de garantir la sécurité alimentaire et d'améliorer la nutrition, dans le cadre de l'ODD 2 et de la Décennie de la nutrition.

78. En août 2016, le Groupe mondial d'experts sur l'agriculture et les systèmes alimentaires au service de la nutrition a formulé des recommandations visant à améliorer la nutrition par le truchement de l'agriculture et des systèmes alimentaires⁵⁰, qui faisaient explicitement référence à la CIN2 et à la Décennie de la nutrition.

3. *Recommandations et résolutions*

79. En mai 2017, la soixante-dixième Assemblée mondiale de la Santé a accueilli avec satisfaction la résolution 70/259 et demandé au Directeur général de l'OMS de collaborer avec le Directeur général de la FAO aux fins d'apporter un soutien à ses États Membres dans l'élaboration, le renforcement et la mise en œuvre de leurs politiques, programmes et plans destinés à relever les multiples défis de la

⁴⁵ www.ifpri.org/node/16084.

⁴⁶ www.globalnutritionreport.org/files/2017/11/Report_2017_French.pdf.

⁴⁷ <http://www.fao.org/3/a-I7695f.pdf>.

⁴⁸ [A/71/283](#).

⁴⁹ [A/72/303](#).

⁵⁰ <http://glopan.org/sites/default/files/ForesightReport.pdf>.

malnutrition, et de convoquer des réunions pour échanger les meilleures pratiques, et notamment envisager des engagements SMART dans le cadre de la Décennie de la nutrition⁵¹. Cette même Assemblée mondiale de la Santé a également approuvé l'actualisation de l'appendice 3 du Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles 2013-2020, qui donne des indications sur les interventions présentant le meilleur rapport coût-efficacité, parmi celles qui visent à lutter contre les régimes alimentaires nocifs. En outre, un plan de mise en œuvre destiné à éliminer l'obésité des enfants a été approuvé.

80. En juillet 2017, la Conférence de la FAO a accueilli avec satisfaction la proclamation de la Décennie de la nutrition et a encouragé l'Organisation à apporter un appui supplémentaire à ses Membres dans leurs efforts pour concrétiser intégralement les objectifs mondiaux en matière de nutrition. Elle a également pris acte de l'élaboration du programme de travail pour la Décennie de la nutrition.

81. Des recommandations visant à respecter, protéger et satisfaire pleinement le droit à une alimentation et à une nutrition adéquates ont été présentées dans les rapports de la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'alimentation transmis par le Secrétaire général à l'Assemblée générale des Nations Unies en 2016⁵² et 2017⁵³. Dans ce contexte, la Rapporteuse spéciale soulignait que la Décennie de la nutrition représentait « une occasion unique d'assurer contre la malnutrition une réponse qui soit cohérente, générale, transparente et ancrée dans les droits de l'homme ».

82. En 2016 et 2017, l'Assemblée générale a adopté des résolutions liées à la nutrition qui faisaient référence à la Décennie de la nutrition : i) deux résolutions encourageaient les Membres et les parties prenantes à accorder à la question du développement agricole, de la sécurité alimentaire et de la nutrition toute l'attention qu'elle mérite lors de la mise en œuvre des objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont les ODD et les engagements pris à la CIN2⁵⁴ ; et ii) deux autres résolutions réaffirmaient le droit de chacun d'avoir accès à des aliments sûrs et nutritifs en quantité suffisante, soulignant à cet égard l'importance des cibles de nutrition mondiales et des ODD liés à la nutrition⁵⁵. La résolution 72/238, en particulier, prenait note des efforts déployés par les États Membres et les organismes des Nations Unies qui avaient déjà proclamé leur attachement aux objectifs de la Décennie de la nutrition, et engageait toutes les parties prenantes à soutenir activement les activités menées dans ce cadre, y compris en prenant des engagements et en créant des réseaux d'action.

VI. Conclusion et voie à suivre

83. La communauté internationale s'emploie activement à mettre en œuvre des activités relevant de la Décennie de la nutrition. À cet effet, un programme de travail a été élaboré pour celle-ci au terme d'un processus de collaboration sans exclusive. Les cibles nutritionnelles mondiales ne sont pas encore totalement atteintes, mais la concrétisation des engagements nationaux a progressé. Presque tous les pays sont désormais dotés de politiques nutritionnelles, qui visent en général à lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes. Cependant, la nutrition ne figure pas toujours explicitement parmi les objectifs des politiques ou des plans de développement sectoriels nationaux. Pour plus de cohérence dans la progression vers les objectifs et les cibles nutritionnels visés, des mécanismes de coordination intersectorielle ont été

⁵¹ WHA69.8 - http://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA69/A69_R8-fr.pdf.

⁵² [A/71/282](#).

⁵³ [A/72/188](#).

⁵⁴ [A/RES/71/245](#) et [A/RES/72/173](#).

⁵⁵ [A/RES/71/191](#) et [A/RES/72/238](#).

mis en place, qui font souvent intervenir de multiples parties prenantes. De façon générale, il faut encore transposer la mise en œuvre à plus grande échelle, augmenter les investissements en faveur de la nutrition, améliorer la cohérence des politiques et, point extrêmement important, accroître le nombre d'engagements SMART.

84. Les pays peuvent envisager des mesures politiques sur lesquelles on a déjà acquis de l'expérience, mais la mise en œuvre n'a pas encore atteint l'échelle souhaitable, en particulier en ce qui concerne : – dans le domaine d'action relatif aux systèmes alimentaires, l'élimination des acides gras *trans* des produits alimentaires ; – dans le domaine d'action relatif aux systèmes de santé, une meilleure couverture du traitement de la malnutrition aiguë sévère, la qualité des soins dispensés dans les établissements de santé pour encourager, protéger et soutenir l'allaitement ; – dans le domaine d'action relatif à la protection sociale, l'adaptation des systèmes d'aide sociale pour permettre un accès plus facile à une bonne alimentation ; – dans le domaine d'action relatif au commerce et à l'investissement, le ciblage des investissements publics, du développement des infrastructures et des subventions à l'agriculture en vue d'améliorer la qualité des régimes ; – dans le domaine d'action relatif aux environnements propices à la nutrition, la fourniture d'aliments nutritifs dans toutes les institutions publiques ; – dans le domaine d'action relatif à la gouvernance, la prise de position des plus hauts dirigeants des pays pour garantir un niveau d'engagement adéquat.

85. Le Sommet mondial de la nutrition de Milan en 2017 organisé dans le cadre de l'initiative Nutrition pour la croissance ayant été fructueux, l'OMS et la FAO collaboreront avec le Gouvernement japonais pour mettre sur pied une nouvelle édition en 2020.

86. La Décennie de la nutrition est l'occasion d'inviter un plus grand nombre d'acteurs n'appartenant pas nécessairement au monde traditionnel de la nutrition à s'engager dans ce domaine. Les réseaux de villes, en particulier, peuvent apporter des contributions notables. En revanche, les formes et les ouvertures qui conviendraient au secteur privé n'ont pas encore été trouvées.

87. On doit chercher à nouer des liens supplémentaires avec les communautés agissant dans les domaines de la santé des femmes et des enfants, des droits de l'homme et de l'eau, et avec celles qui se préoccupent du changement climatique. Des effets de synergie seront recherchés avec la Décennie internationale d'action proclamée sur le thème « L'eau et le développement durable » (2018-2028) et avec la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale (2019-2028) ([A/RES/72/239](#)). D'autres effets de synergie seront obtenus avec la troisième réunion de haut niveau consacrée aux maladies non transmissibles, en 2018, et celle portant sur la couverture sanitaire universelle, en 2019. Cet élargissement de l'étendue des partenariats demande des formes de gouvernance innovantes, efficaces et agiles, en évitant toutefois les nouvelles structures.

88. Au niveau des pays, des mécanismes de coordination intersectorielle ont été mis en place pour plus de cohérence dans la concrétisation des objectifs et des cibles, qui font souvent intervenir de multiples parties prenantes. Cela étant, il faut encore élaborer et promouvoir de bons modèles de collaboration avec toutes les parties prenantes, ainsi que des règles adéquates d'engagement.

89. La Décennie de la nutrition et la CIN2 nécessitent davantage d'investissements car les fonds apportés par les donateurs au profit de la nutrition servent principalement à lutter contre la dénutrition. Selon les estimations de la Banque mondiale, les dépenses annuelles liées aux interventions nutritionnelles visant à endiguer les retards de croissance, la malnutrition aiguë sévère et l'anémie chez les femmes et à faire progresser l'allaitement au sein exclusif sont financées à hauteur de 2,9 milliards

d'USD par les États et d'un milliard d'USD par des donateurs. Afin d'atteindre pleinement les cibles de l'Assemblée mondiale de la Santé, 7 milliards d'USD supplémentaires seraient nécessaires par an sur les 10 prochaines années. Tous les États doivent examiner leurs propres investissements destinés à remédier aux différentes formes de malnutrition ainsi que l'impact des investissements qu'ils effectuent dans différents secteurs sur la nutrition.

90. Il est nécessaire d'analyser la qualité et l'ambition des engagements pris par les Membres, le système des Nations Unies et d'autres parties prenantes, ainsi que les processus au moyen desquels ces engagements sont élaborés, mis en œuvre et communiqués, et par lesquels des comptes sont demandés aux différents acteurs. Les mécanismes de responsabilité doivent encore être clarifiés, de même que les effets de synergie avec les mécanismes existants d'établissement de rapports sur les ODD.

91. Comme le prévoit le programme de travail pour la Décennie de la nutrition, des dialogues ouverts et sans exclusive entre les parties prenantes, visant à évaluer l'avancement de la mise en œuvre des activités relevant de la Décennie de la nutrition, doivent être organisés à mi-parcours (2020-2021) et à la fin de la Décennie. Les Membres seront consultés sur le format et les modalités de ces examens.